



Souvenirs d'un jeune enseignant français en Grande Kabylie

Je rejoins mon poste à Yakouren pour n'y rester que quelques jours. En effet, la SAS, où je loge depuis mon arrivée, doit se replier sur Azazga. C'est alors une période de troubles et d'incertitudes, où les ordres et les contre-ordres ne cessent de se croiser. Je contacte immédiatement l'Inspecteur d'Académie à Tizi Ouzou pour une nouvelle affectation. Le 16 février, il m'affecte « provisoirement » à l'école Igounane-Ameur.

Entre temps, au cours d'un déplacement à Azazga, j'apprends par des militaires que la SAS de Bouzeguene doit rester en place quelque temps encore. Son repli n'est pas envisagé dans l'immédiat. J'en reçois confirmation.

Je demande donc à rejoindre l'école de Bouzeguene que je connais. Accord rapide des services de l'Inspection Académique, car aucun enseignant n'y est affecté.

Mon retour à Bouzeguene s'effectue le 20 février 1962. Contact avec le Chef de SAS. Formalités d'usage avec procès-verbal d'installation et découverte de mon logement situé en bordure de route. Briefing concernant les différentes consignes à respecter durant cette période inédite.

Nous visitons tous deux l'école où semble régner un grand désordre : impression d'ensemble guère réjouissante. Le matériel est plutôt sommaire. De nombreuses tables sont plus ou moins détériorées. L'établissement, manifestement laissé sans surveillance, a été plus ou moins cambriolé. Ce jour-là je ne verrai pratiquement aucun élève.

Dès le lendemain, je prends possession de mon nouveau domaine. En essayant de remettre un peu d'ordre, je découvre quelques archives laissées par mes deux prédécesseurs Messieurs Régis Cardon et Jean-Pierre Canhape que j'avais croisés lors de mes déplacements antérieurs.

Au cours des jours suivants, insensiblement l'école commence à reprendre vie. La fréquentation néanmoins est très irrégulière. Peu d'élèves sont présents. Le contact avec la population est pratiquement inexistant : on devine qu'il se prépare des bouleversements. Nous sommes début mars. Sur consignes du responsable de SAS, je ne m'éloigne guère du camp : d'ailleurs, je n'ai que quelques mètres à parcourir pour rejoindre l'école.

La semaine précédant le cessez-le-feu est très perturbée. Je ne fais pratiquement plus classe. Aucun élève ne se présente aux abords de l'établissement.

Le 19 mars 1962, nous vivons une journée mémorable. Je ne quitte pas le poste, car la situation est délétaire. Vers 10 heures, pressentant des mouvements de foule, nous nous installons dans le mirador situé derrière la villa du lieutenant.

Quelle surprise, mais aussi quel choc de découvrir cette forêt de drapeaux verts et blancs montant en flots continus des villages, accompagnés par les youyous stridents et incessants qui ne cesseront qu'à la tombée de la nuit.

Afin d'éviter tout drame, le Chef de SAS a pris la précaution de faire renforcer la garde. Heureusement, grâce à la vigilance de tous, il n'y aura, ce jour-là, ni incident, ni provocation.

Dans la semaine qui suit, Paul Fohr alors Inspecteur d'Académie adresse aux différents établissements scolaires placés sous son autorité une circulaire sous N° PF 3162/IA dans laquelle il croit utile de préciser : « certains flottements fâcheux s'étant produits durant les journées des 16 et 17 mars, j'ai l'honneur de vous rappeler quelques principes que l'émotion a parfois fait perdre de vue. En aucun cas, un établissement ne doit être fermé, même pour des raisons de sécurité, sans décision du Préfet du département. Dans la pratique, il vous appartient de m'informer d'urgence d'une situation donnée et d'attendre que je vous notifie la décision prise. Si les liaisons téléphoniques ou télégraphiques sont impossibles, vous

pouvez, en accord avec les autorités locales, fermer votre école, à charge pour vous de m'en informer dans les meilleurs délais. » Ce que je ferai dès réception de la circulaire.

Il semble bien que les jours suivants des contacts commencent à s'établir avec des responsables de la willaya III et notamment avec les fils du Colonel Mohand Ou El Hadj qui, justement, est originaire de Bouzeguene. Après toutes ces perturbations, la vie semble reprendre son cours habituel... Occupé par mes fonctions, je n'ai pratiquement pas de contact avec les moghaznis ; je ne les rencontre d'ailleurs que rarement. Lors des repas, j'apprends qu'ils sont inquiets sur leur sort et sur leur avenir. Certains veulent rentrer chez eux, d'autres envisagent tout simplement de partir en France ou de s'engager dans l'armée. C'est alors que disparaît avec son arme (avant ou après le 19 mars ?) le chauffeur du Lieutenant commandant la SAS. Il est d'origine kabyle. Curieux destin en vérité ! ...Bien des années plus tard, lorsque j'exercerai mes fonctions en région parisienne, j'aurai, un beau jour, la surprise de le croiser à nouveau : il conduisait une rame de métro à Paris !...Nous nous reverrons d'ailleurs trois ou quatre fois par la suite. Je connaissais moi-même des membres de sa famille en région parisienne.

Constatant que le nombre d'enfants scolarisés est toujours assez réduit, sur conseil du Lieutenant commandant la SAS, je finis par rencontrer le « responsable » du village. Il est aussi, paraît-il, vice-président de la Délégation spéciale de la commune de Bouzeguene : Monsieur Amroun Tahar ben Rabah.

De petite taille, de grands yeux noirs, le regard très vif, souvent coiffé d'une chéchia rouge ou d'un chapeau de paille selon les saisons, il s'exprime en français avec une aisance naturelle. Il est particulièrement attentif à tout ce que je lui dis et tout à fait conscient de la situation. Il promet, dans la mesure de ses moyens, d'y remédier dans les meilleurs délais.

Dès les jours suivants, je constate une légère augmentation du nombre d'élèves fréquentant l'école. Le contexte cependant est source de bien des interrogations : la situation ne fait qu'empirer à Alger. Les attentats de l'OAS se multiplient. Y répondent ceux non moins meurtriers du FLN.

Je me consacre malgré tout à la tâche avec toute mon énergie tout en m'interrogeant : que restera-t-il de tous ces efforts dans quelques semaines ? Serai-je encore à mon poste à la prochaine rentrée ? Que de questions demeurées sans réponses ne me suis-je pas posé alors ?

Un matin de fin avril, arrive dans la cour de l'école Amroun Tahar. Il est accompagné de deux personnes que je ne connais pas. Il me présente le premier : le Colonel Mohand Ou El Hadj, responsable de la Willaya III, successeur du célèbre Amirouche.

Celui-ci m'interroge sur l'assiduité des élèves et me précise : « Il ne faut pas trop pénaliser les enfants, nous traversons, pour quelque temps encore, une période incertaine. Tout rentrera dans l'ordre après l'indépendance du pays ». Et d'ajouter : « Vous faites du bon travail. Continuez à servir l'Algérie et revenez pour la prochaine rentrée scolaire ». « Je n'ai pris aucune décision. J'attends les dispositions qui seront prises par le gouvernement français pour me décider pendant les vacances ».

Ce sera mon unique contact avec le colonel Mohand Ou El Hadj. En décembre 1972, j'apprendrai sa disparition alors que j'enseignais au collège d'Azazga. Il sera inhumé à Bouzeguene son village natal.

Quant à la seconde personne qui accompagnait Amroun Tahar, j'apprends plus tard, qu'il s'agissait d'Habbas Arezki, beau-frère de Mohand Ou El Hadj. Un homme très sympathique, toujours aimable et souriant qui parle beaucoup par gestes.

Jean-Louis Sahut

A suivre...